

IHD/Asbl

Initiatives Humanitaires
pour les Démonis



**Nous pouvons aussi
vivre dignement !**

*CONFLICT SCAN REALISE DANS LE CADRE DE LA RECHERCHE -
ACTION*

Prévention et gestion des conflits au Nord Kivu

République Démocratique du Congo, Province du Nord – Kivu
TERRITOIRE DE MASISI

JUILLET 2013

Adresse : 02 Av. Dikuta, Ville de Goma,
Commune de Karisimbi.

Courriel : info@ihdemunis.org

Téléphone : +243850665375

Résumé Exécutif

Ce rapport présente les résultats du « conflict scan », effectué du 14 au 25 Juillet 2013 dans le territoire de Masisi dans le cadre du projet « *Prévention et gestion des conflits dans le Nord-Kivu* », sous le financement du Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD.

Pour collecter les données sur terrain, deux méthodes ont été utilisées. Il s'agit des méthodes qualitatives et quantitatives. En ce qui concerne les méthodes qualitatives, 300 personnes dont 155 femmes et 145 hommes ont été consultées à travers des groupes de discussion. L'approche quantitative quant à elle a concerné 385 personnes, dont 200 hommes et 185 femmes. D'une manière générale, ces approches ont concerné tous les membres de la communauté. A cela s'ajoutent 12 entretiens réalisés auprès des informateurs clés dont 7 hommes et 5 femmes.

Les principaux résultats :

Les conflits issus des groupes armés (86,2%) et politiques (12,8%) ont été désignés par les personnes sondées comme les conflits les plus récurrents dans le territoire de Masisi. **Il s'est établi que ces mêmes conflits sont ceux qui entraînent différentes formes des violences et risquent de nuire à l'avenir de la communauté.** Comparativement à la cartographie des conflits effectuée par PNUD en Juin 2012, ces conflits sont restés les mêmes voire plus accentués. D'ailleurs, il est à noter que ces deux types de conflits cités renvoient à la même opposition entre les Hutus, les Hundes, les Tutsies et les «Twa» et ont des facteurs multiples tels que la discrimination ethnique, les intérêts économiques et politiques. A ces conflits se superposent aussi des intérêts liés à l'accès aux services, à la terre et à l'emploi : les résultats des analyses qualitatives illustrent que les «Twa» sont les plus discriminés car nombreux entre eux n'ont pas eu la chance d'étudier, ce qui fait que la plupart sont moins embauchés dans les postes importants et moins impliqués dans la prise de décision.

Méthodologie

Après une cartographie des conflits effectuée au mois de Juin 2012 par PNUD, ce document est le tout premier conflict scan réalisé au mois de Juillet 2013 pour le projet « *Prévention et gestion des conflits au nord Kivu* », exécuté par IHD et financé par le PNUD, Bureau du Nord Kivu. Ce scan vise à s'imprégner de l'évolution des conflits et leurs dynamiques dans le territoire de Masisi. De manière spécifique, il cherche à identifier auprès des membres des communautés les principaux conflits récurrents, les causes, conséquences, les acteurs ainsi que les opportunités pour la paix. En améliorant la compréhension des dynamiques des conflits, l'approche est destinée à accroître la sensibilité aux conflits et améliorer l'application du principe « Ne pas nuire » (« Do no harm ») dans les zones d'intervention.

Géographiquement, ce scan couvre les villages de Bihambwe, Nyabyondo, Oso, Mokoto, Bashali centre, Mpufuni shanga, Mwesso, Burungu et Kitshanga.

Les données ont été collectées suivant une méthodologie mixte (approches qualitative et quantitative). S'agissant de l'approche qualitative, 300 personnes ont été collectées à travers les groupes de discussion et 12 à travers les entretiens clés. L'enquête quantitative quant à elle a couvert 385 personnes. En annexe n°5 se trouve la répartition des répondants par sexe et par approche d'enquête.

Quatre consultants enquêteurs, un rapporteur, un facilitateur et un encodeur ont été recrutés et formés par le superviseur de l'étude avec l'appui direct de l'analyste des conflits au sein de PNUD. Ce scan va d'abord résumer le contexte local et le développement récent des conflits récurrents avec leurs différentes causes, conséquences, principaux acteurs ainsi que les mécanismes locaux de résolution. Ensuite, l'état des lieux de la cohabitation pacifique et cohésion sociale entre les membres de la communauté sera passé en revue, avant d'aborder les analyses des risques et les opportunités pour la paix. Enfin, des recommandations pour la consolidation de la paix seront formulées.

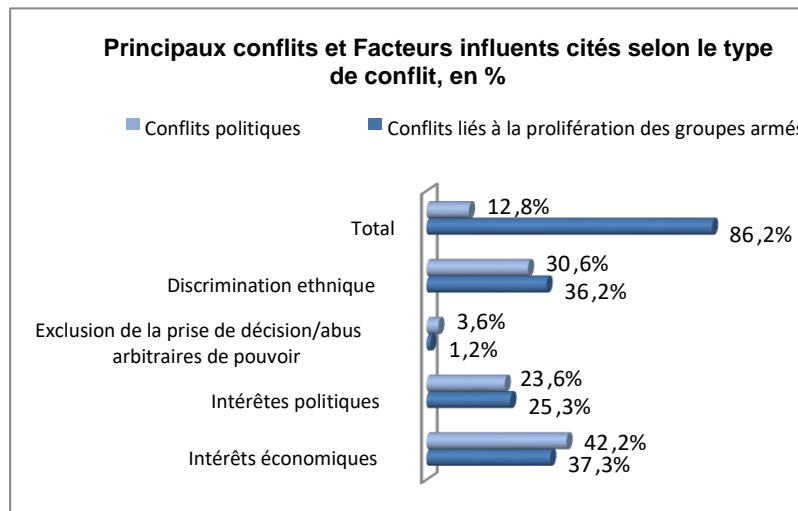
Résultats

Contexte local et Développements récents

La situation de la cohésion sociale est très précaire dans le territoire de Masisi. Presque la totalité de personnes interrogées (94,8%) l'ont affirmé. Il en est de même de la détérioration du niveau de confiance entre les gens des différentes communautés (96%) durant les 6 derniers mois. L'insécurité due aux affrontements entre l'armée régulière et différents groupes armés, la création des groupes d'autodéfenses intercommunautaires, les tueries de plusieurs personnes, l'incendie et la destruction des maisons dans plusieurs villages, l'impunité des auteurs de nombreuses exactions, la discrimination des enfants «Twa» dans certaines écoles, ainsi que la dégradation avancée des infrastructures routières et administratives seraient les principales causes de cette détérioration du tissu social.

S'agissant du mariage, les résultats des analyses qualitatives révèlent que la discrimination envers les «Twa» reste le seul facteur impliquant la non-réciprocité de mariage entre les Bantous et les «Twa». Il est à noter que cette situation s'observe surtout lorsqu'un Twa veut prendre en mariage une fille Bantoue. « *Je ne peux pas donner ma fille en mariage à un Twa car il n'aura pas la dot à payer* », indique un des participants au focus group à Osso.

En fin, la majorité des personnes reçues dans les groupes de discussion et entretiens clés indiquent que la situation de la cohésion sociale et la cohabitation pacifique restent incertaine dans les 5 ans si la solution à la crise n'est pas trouvée à temps.



Le contexte local du territoire de Masisi est caractérisé par le conflit lié à la prolifération des groupes armés (86,2%) et le conflit politique (12,8%). Le conflit lié à la prolifération des groupes armés se présente sous forme de conflits intercommunautaires et a des causes essentiellement liées à la division entre les Hutus, Tutsies, Hundes et les «Twa». Les participants aux groupes de discussion et entretiens renseignent que ces communautés ont formé des groupes d'autodéfenses qui s'affrontent régulièrement en utilisant des armes, les lances,... plusieurs villages sont présentement vidés des habitants qui ont fui ces affrontements et d'autres sont uniquement occupés par les «Twa». De ce fait, plusieurs participants de la communauté Bantoue reçus en groupes de discussion et entretiens clés accusent la MONUSCO qui alimenteraient les tensions intercommunautaires. Ces derniers estiment que la MONUSCO soutiendrait certains groupes armés notamment les FDLR en leur fournissant des armes.

Il s'agit notamment des intérêts économiques, la discrimination ethnique et les intérêts politiques. A ces conflits se superpose aussi un conflit lié à l'accès aux services : les résultats des analyses qualitatives illustrent que les «Twa» sont discriminés, car bon nombre d'entre eux n'ont pas pu étudier, ce qui fait qu'ils soient généralement moins embauchés dans les postes importants et moins impliqués dans la prise de décision. Un des chefs du village de

Mpufuni shanga, reçu en entretien clé, explique que cette situation ne posait pas problème dans le temps, prétextant que la cohabitation entre les différentes communautés était encore bonne. Selon ce leader, ces communautés vivaient ensemble sans problème auparavant, mais on observe à travers la situation actuelle qu'il y a eu une prise de conscience et que le sentiment d'injustice s'est développé chez les populations «Twa».

Il s'est illustré de nos analyses quantitatives et qualitatives que ces mêmes conflits sont ceux qui entraînent les différentes violences et risqueraient de nuire à l'avenir de la communauté.

Pour ces principaux conflits récurrents identifiés, nous avons étudié les causes, les conséquences, les principaux acteurs ainsi que les mécanismes de résolution. Il sera également question dans cette partie de faire une analyse des risques que ces conflits peuvent comporter.

Les principaux conflits récurrents

Les conflits de prolifération des groupes armés sur une ligne de division intercommunautaire

Comme expliqué précédemment, il existe une opposition entre les communautés dans le territoire de Masisi et cette opposition a été décrite comme un conflit lié à la prolifération des groupes armés ou un conflit politique selon les personnes interrogées. Le conflit n'impliquant des partis politiques de manière nominative, il ressort de notre analyse que ce conflit est principalement lié à des abus de pouvoir et à la lutte pour le pouvoir notamment coutumier.

Le conflit de prolifération des groupes armés vécu dans le territoire de Masisi est à la base des tensions intercommunautaires. Dans tous les villages concernés par l'étude, les participants aux focus group et entretiens clés affirment que le conflit intercommunautaire qui oppose les communautés est celui qui plonge masisi dans une crise totale depuis plusieurs années. Plusieurs raisons expliquent ce conflit, selon qu'on est en face de ces différentes couches communautaires. Pour la plupart des Bantous participants aux focus group et entretiens clés, ce conflit est causé par le trafic d'influence et la propagation des fausses rumeurs par certains leaders communautaires, le complexe d'infériorité des uns envers les autres, la pauvreté, la lutte pour le pouvoir, la désobéissance envers l'autorité, l'impunité des auteurs des exactions, l'analphabétisme ainsi que la mentalité «arriérée».

Selon la majorité de personnes interrogées, les conséquences de ce conflit sont énormes dans la zone dont les tueries de nombreuses personnes, des femmes violées, des villages incendiés, des déplacés dans plusieurs familles et vivants dans des conditions désastreuses, des agressions/coups et blessures, des groupes d'autodéfense intercommunautaire sont créés, la pauvreté, la haine/jalousie, le manque de cohabitation pacifique/cohésion sociale brisée, des destructions des infrastructures de base, la présence de plusieurs maladies : Diarrhée, rougeole, malnutrition, etc.

La majorité de nos enquêtés indiquent que les auteurs du conflit de Masisi sont nombreux. Parmi eux, l'on cite certains politiciens, notables du milieu, chefs coutumiers, certaines ONG, les leaders «Twa» et Bantous qui attisent les messages de haine et influencent certains membres de leurs communautés à intégrer les groupes d'autodéfense. Un des défenseurs des droits de l'homme pense quant à lui que le silence du gouvernement congolais face aux atrocités qui secouent le territoire de masisi témoigne à suffisance qu'il serait aussi impliqué. *«Trop c'est trop avec l'impunité des présumés auteurs de violences dans les conflits intercommunautaires à Masisi»*, conclut-il. Cette allégation du défenseur des droits de l'homme a été illustrée et soutenue par la majorité des personnes reçues dans les groupes de discussion et entretiens clés.

Eu égard à ce qui précède, on remarque donc qu'il y a un intérêt au niveau des personnes au pouvoir dans les différentes communautés de maintenir ce conflit, au détriment des populations. Dans cette situation, ils en jouissent d'une certaine impunité et en tirent la richesse. Au plus haut niveau, les hommes politiques seraient les plus grands tireurs des ficelles. Ayant cette position, ils se font des grandes fortunes résultant de l'exploitation minière, de la gestion des terres en se faisant appeler propriétaire des terres, de la perception des taxes illégales etc. Leur position les rend parfois intouchables.

Ainsi, sans négliger les activités de rapprochement, il serait impérieux de définir d'autres actions orientées directement vers les autorités et différents notables du milieu pour les écouter d'avantage et discuter des différents terrains d'entente. Tels que par exemple la tenue d'une table ronde sur la paix à Masisi, l'organisation d'un festival de paix, le renforcement des structures de transformation des conflits là où elles existent.

Pour résoudre la présente crise intercommunautaire qui affecte le territoire de Masisi et d'autres voisins, la plupart de nos interlocuteurs indiquent que l'unique moyen auquel ils font recours présentement c'est la vengeance à travers les forces d'autodéfenses. Cependant, la plupart de personnes reçues dans les groupes de discussion et entretiens clés sont conscients des conséquences désastreuses que ces conflits créent d'où ils proposent le désarmement de tous les groupes armés et l'intégration au sein de l'armée pour ceux qui le souhaitent. Le retour des chefs locaux dans leurs villages respectifs, le retour des déplacés dans leurs milieux et leur assistance s'avèrent nécessaire afin que tous participent à la transformation des conflits et à la pacification du territoire. Cela pourrait être possible grâce à la sensibilisation sur les transformations des conflits et les méfaits de la violence à l'endroit de ces leaders. Les messages de paix lancés par différentes parties ou communautés peuvent persuader ces personnes à retourner dans leurs milieux. Enfin, la lutte contre la manipulation, la promotion de l'éducation scolaire et sociale des «Twa» ainsi que l'organisation des forums communautaires et d'autres activités de rapprochement dans toutes les entités ont été recommandées par la plupart de nos sondés pour discuter de ladite crise et ramener la paix dans ce territoire. Il en est de même de la mise en place des projets de rapprochement intercommunautaires pour la cohabitation pacifique.

Ce même conflit est aussi accentué par les discours et messages de haine développés par certains politiciens et notables du milieu. Avec tels discours, les conséquences sont nombreuses. C'est entre autre les tueries, le manque de cohabitation pacifique et cohésion sociale rompue. A titre illustratif, les participants au focus group à Masisi centre indiquent qu'un député du milieu et un ministre ont tenu successivement des meetings et lancés des messages de haines appelant à la prise en charge des membres de leur communautés. Au lendemain de ce discours, l'on a enregistré des nouveaux affrontements violents entre les communautés, les tueries et incendies des maisons dans plusieurs villages. Pour résoudre ce conflit, la population recourt à la violence physique. Toutefois, les participants aux focus group et entretien clé souhaitent qu'il soit organisé un atelier d'échange entre les parties aux conflits, associés des différentes personnalités politiques et notables pour discuter de ce conflit, mais aussi sensibiliser les médias à n'est plus ni diffusé des messages ou ni accordé des espaces appelant à la haine.

Le tableau mis en annexe n°1 nous permet de comprendre synthétiquement les causes, conséquences, acteurs clés et impliqués ainsi que les mécanismes de résolution pacifique de ces conflits ci-haut évoqués.

Analyse des risques

La diffusion des discours et messages de haine à travers les médias entre les communautés fragilise le tissu social intercommunautaire et est à la base des affrontements récurrents dans le territoire de masisi. Ainsi donc, les échanges entre les différents leaders politiciens du milieu et autres notables seraient envisageables pour répondre à cette crise. Il serait également important de former les différents journalistes du milieu sur le journalisme sensible aux conflits afin que ces derniers n'arrivent plus à diffuser des messages ou accorder des espaces appelant à la haine.

On enregistre dans le centre du territoire de masisi la présence des nombreux déplacés dans des salles de classe, dans des églises, dans des familles d'accueil, au bureau de l'administration du territoire, etc. Pour les déplacés admis dans des écoles, chaque matin ils enlèvent leurs effets à l'extérieur afin que les élèves occupent les locaux. À la sortie des élèves, ils s'installent encore. Le risque de confrontation entre les hôtes et déplacés est très permanent pour plusieurs raisons: l'encombrement dans des familles sans moyens, le malentendu, etc. Les élèves aussi se sentent déstabilisés suite à ce va-et-vient des déplacés dans leurs locaux ce qui pourrait aussi engendrer des différends entre ces derniers.

Vu la gravité de l'impunité et l'anarchie observée dans la gestion des litiges qui sont portés devant les instances judiciaires compétentes, les risques de règlement de compte et de la justice populaire sont perceptibles et pourraient prendre des connotations ethniques surtout si les deux parties en conflits sont des communautés différentes.

Suite au déplacement des populations de leurs villages vers le centre de masisi et territoires voisins lié à la persistance des conflits et insécurité, le territoire de masisi court le risque de la malnutrition car les habitants n'arrivent pas à cultiver. Un médecin reçu en entretien clé alerte sur ce cas en indiquant que « *tous les champs ont été abandonnés au point que les gens n'ont pas cultivé suite à l'insécurité grandissante due aux affrontements qui opposent les communautés.* ». Il renchérit en montrant que ce territoire risque de n'est pas bénéficier même les aides qui pourraient venir d'ailleurs étant donné la dégradation avancée des infrastructures routières et administratives.

Conclusions

Depuis bientôt une dizaine d'année, le territoire de Masisi est confronté au conflit lié à la prolifération des groupes armés sur une ligne de division intercommunautaire. Dans tous les focus groups et entretiens clés tenus dans différents villages, ce conflit est le plus récurrent qui a été identifié par la majorité des participants.

Plusieurs causes de ce conflit ont été illustrées par la plupart de personnes interrogées. Il s'agit notamment du trafic d'influence, de la propagation des fausses rumeurs par certains leaders, du complexe d'infériorité des uns et des autres, de la pauvreté, de la lutte pour le pouvoir, de la désobéissance à l'autorité, de l'impunité des auteurs des exactions, de l'analphabétisme des «Twa», de leur mentalité «arriérée», de la discrimination des Bantous à l'égard des Twa, des intérêts économiques, « personnels et égoïstes » des différentes communautés, etc...

Les conséquences de ce conflit sont entre autre les affrontements, les tueries/meurtres et assassinats, le déplacement massif de la population, les incendies des villages, les agressions/coups et blessures, pauvreté, les maladies : diarrhée, rougeole, malnutrition, etc. De ces conséquences, plusieurs risques ont été ressortis notamment les risques de division des villages, de la crise économique, d'augmentation des déplacés et confrontation avec les populations hôtes, des règlements des comptes, de la justice populaire ainsi que d'augmentation des maladies.

Suite à la gravité de violences, quelques recommandations ont été émises par les participants pour la consolidation de la paix dans le territoire de Masisi.

Recommandations

- ➔ Pour renforcer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre les communautés, il serait nécessaire d'organiser un forum communautaire et d'autres activités de rapprochement dans le territoire de Masisi en faveur des leaders de ces différentes communautés: les leaders locaux, les autorités politico administratives et autres acteurs présents dans la zone;
- ➔ La sensibilisation à l'égard des chefs des différents villages et autres leaders du milieu à travers les messages de paix s'avère impérieuse en vue de soutenir les personnes ayant fui les atrocités à retourner dans leur village, mais aussi limiter les différents risques.
- ➔ Organiser semestriellement des tribunes d'expression populaire en vue de rapprocher les gouvernants et les gouvernés pour discuter des maux qui fragilisent ou qui peuvent fragiliser la cohésion sociale, renforcer le dialogue entre les parties prenantes mais aussi d'éviter les rumeurs.
- ➔ Pour prévenir les risques de maladie et autres, il serait capital d'analyser les possibilités de synergie avec d'autres organisations, gouvernementales ou non, qui ont une expertise dans l'eau et l'assainissement et

aussi la malnutrition, en vue d'assister les déplacés ainsi que les victimes des atrocités et les populations hôtes en besoins nutritionnels et autres.

- ➔ Il serait impérieux que les aides humanitaires dans cette zone soient bien étudiées afin d'éviter que ces dernières ne puissent pas nuire. Par exemple les aides humanitaires tels que les matériels aratoires (houe, machettes et autres) peuvent être détournés ou utilisés comme armes blanches.